Norois

Environnement, aménagement, société

238-239 | 2016

Conflits de lieux, lieux de conflits

Défendre le littoral en croisant les expertises

Le cas des Gardiens de la côte

Defending the shore by combining expertise. The case of the Keepers of the Coast

Julien Weisbein

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/norois/5892>

DOI : 10.4000/norois.5892

ISBN : 978-2-7535-5227-2

ISSN : 1760-8546

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 17 octobre 2016

Pagination : 97-108

ISBN : 978-2-7535-5222-7

ISSN : 0029-182X

Référence électronique

Julien Weisbein, « Défendre le littoral en croisant les expertises », *Norois* [En ligne], 238-239 | 2016, mis en ligne le 17 octobre 2018, consulté le 13 janvier 2022. URL : <http://journals.openedition.org/norois/5892> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/norois.5892>

Défendre le littoral en croisant les expertises Le cas des Gardiens de la côte

Defending the Shore by Combining Expertise The Case of the Keepers of the Coast

Julien WEISBEIN

Sciences-Po Toulouse/LaSSP. (julien.weisbein@sciencespo-toulouse.fr)

Résumé : Les Gardiens de la côte sont des individus contestant des projets d'aménagement du littoral avec l'aide de l'ONG Surfrider Foundation Europe. Ils apprennent à « devenir expert », c'est-à-dire qu'ils appliquent sur des enjeux locaux pour lesquels ils détiennent un savoir expérientiel tacite des processus plus généraux attestés scientifiquement. En ce sens ils illustrent à la fois des formes interactionnelles d'expertise et des processus de territorialisation réflexive.

Abstract: *The Keepers of the Coast are individuals who contest coastal planning projects with the help of the environmental NGO Surfrider Foundation Europe. They learn how to "become experts", by applying scientifically proven processes to local issues about which they hold rooted knowledge. In this way, they illustrate both interactional forms of expertise and reflexive territorialization processes.*

Mots clés : aménagement littoral – expertise interactionnelle – territorialisation réflexive – action collective

Keywords: *coastal planning – interactional expertise – reflexive territorialization – collective action*

Les espaces côtiers composent des entités géographiques singulières et complexes dans lesquelles la nature et la politique s'enchevêtrent tout particulièrement (Cloarec, Kalaora, 1994 ; Bodiguel, 1997 ; Bourgou, Miossec, 2010). « Dernière frontière » à dépasser (Virilio, 2013), supports de mythologies et de représentations diverses (Corbin, 2010), lieux d'aménités nombreuses, de pressions anthropiques croissantes et de ségrégations socio-spatiales (Deboudt, 2010), objets de régulations politiques bricolées et inachevées (Lafaye, 1994 ; Merckelbagh, 2009), les littoraux sont aujourd'hui

au centre de préoccupations grandissantes de la part de populations riveraines qui se mobilisent afin de protéger certains usages autorisés de ces espaces (pratiques ludiques, jouissance de l'environnement) et d'en interdire d'autres (extraction de ressources, développement touristique, exploitation énergétique). Au sein de ces formes d'engagement collectif menées autour du littoral et bien souvent en son nom (comme par exemple le « peuple des dunes » qui se mobilise en Bretagne contre des projets d'extraction de granulats marins), le cas des gardiens de la côte (GDC) permet plus précisément de

comprendre comment les espaces côtiers sont dotés d'une consistance tout à la fois épistémologique (par le recours à des savoirs) et politique (par l'appel à une régulation de la part des autorités publiques). Le terme renvoie d'abord au programme du même nom initié par Surfrider Foundation Europe (SFE), à l'origine une association de surfeurs créée en 1990 et devenue l'une des principales ONG environnementales françaises en se spécialisant sur les enjeux littoraux et maritimes (Weisbein, 2015). Il désigne surtout une expérience concrète d'engagement de la part de citoyens qui, contestant un problème affectant leur espace immédiat (pollution, projet d'aménagement, érosion de la biodiversité), ont pris contact avec SFE et en viennent à s'investir activement pour défendre « leur » littoral, parfois pendant plusieurs années et jusqu'à s'en faire les porte-parole¹. De la sorte s'ouvre une matière empirique loin d'être anecdotique puisque, depuis 2008, 105 « combats » (terme attribué aux dossiers suivis dans le cadre de ce programme) ont été menés par une population totale d'une soixantaine de GDC (individuels ou collectifs puisqu'il peut s'agir d'associations), 55 ont été gagnés (notamment face à de grosses entreprises comme EDF ou Vinci mais aussi contre des projets municipaux d'importance), 12 ont été perdus, 13 classés et 25 sont toujours en cours en 2016². Ces mobilisations ont porté essentiellement sur des enjeux de qualité de l'eau et de santé, d'artificialisation du littoral ainsi que, plus rarement, de déchets aquatiques ou de problèmes liés aux transports et infrastructures maritimes. Enfin, la géographie métropolitaine³ de ces combats fait état de quelques points de fixation sur certaines façades maritimes (37 combats menés sur la façade atlantique et le Golfe de Gascogne, 33 en Méditerranée, contre 13 en Manche et mer du Nord) et même certains sites (côte landaise et plus particulièrement bassin d'Arcachon, côte basque, Corse, Finistère).

Au-delà de ces faits, les GDC interrogent surtout la place que prennent les savoirs dans l'objectivation politique des territoires littoraux et des modes de lancement d'alertes les concernant. Ces acteurs réa-

lisent en effet une surveillance du littoral qui passe par tout un travail d'administration de dossiers, de réalisation d'enquêtes et de production de données. Accompagné par Surfrider, les Gardiens deviennent ainsi de véritables experts de la cause pour laquelle ils s'engagent, même s'ils n'ont pas nécessairement de bagages techniques pour comprendre des enjeux très complexes, appelant la détention de savoirs très spécialisés et divers (droit de l'aménagement, écotoxicologie, systèmes d'information géographique, etc.). En ce sens, ils s'inscrivent particulièrement dans le cadre problématique des formes de proto-professionnalisation par lesquelles des publics ordinaires s'engagent dans le « devenir-expert » (Trépos, 1996). Dans cet article, nous souhaitons ainsi montrer les apports de la sociologie de l'expertise à une géographie des mobilisations, comme l'exprime notamment la notion de territorialisation réflexive (Mélé, 2009). En effet, l'attention prêtée tant aux acteurs, aux formes de savoirs qu'ils mobilisent dans l'action publique qu'aux configurations multiples dans lesquels ils agissent peut utilement préciser ce régime de territorialité caractérisé par la production issue de groupes profanes de connaissances portant sur un espace donné et leur mise en débat public. Il s'agira donc ici de comprendre le « devenir Gardien » (les motifs et les logiques constitutives de cette forme d'engagement) et leur « devenir expert » (la façon dont ce militantisme se nourrit de la captation de savoirs techniques). De la sorte, on espère enrichir l'analyse de ces formes ordinaires de conflits territoriaux, ici autour des littoraux, en insistant sur les mobilisations de savoirs hybridés qui les structurent⁴.

DEVENIR UN GARDIEN

Qui sont les GDC, c'est-à-dire ceux qui endossent ce statut tel qu'il est défini et offert par Surfrider ? Pourquoi l'ont-ils fait et au nom de quoi ? En plus de documenter le passage entre mobilisations

1. Il existe toutefois des GDC investis sur des dossiers non littoraux. La démarche de SFE a même été rééditée par la Fédération française de kayak qui a institué les « Gardiens des rivières ».

2. Sources : *Rapport Gardiens de la côte* 2011-2012, 2012-2013, 2014.

3. En effet, l'association est d'ampleur européenne. Pour autant, le nombre de combats menés en dehors de France reste limité (avec une dizaine de cas). La même remarque s'applique aux DOM-TOM, avec seulement 4 dossiers ouverts.

4. Cette analyse repose sur des sources directes variées. En premier lieu, des entretiens ont été réalisés avec 16 GDC, dont certains à plusieurs reprises (cf. annexe). Ces trajectoires composent l'essentiel des sources sur lesquelles nous nous sommes basés. Par ailleurs, le suivi particulier de 20 combats (grâce à une revue de presse, à la littérature grise disponible et au suivi des blogs constitués à l'occasion) a permis de contextualiser ces paroles et de saisir les dossiers dans leur diachronie (certains durant depuis plusieurs années). Enfin, l'analyse repose sur une enquête ethnographique menée depuis 2004 au sein de SFE avec même l'obtention en 2012 d'un statut de salarié contractuel dans l'organisation afin de réaliser une enquête sur le programme GDC.

sociales ordinaires et mobilisations politiques ordinaires (Bonny, Ollitrault, 2011), établir un tel portrait de groupe importe car, comme on le verra, la place qu'occupent les GDC dans l'espace supérieur de la société les prédispose à privilégier une lecture patrimoniale et biocentrée des espaces côtiers, ainsi qu'à manipuler les instruments réglementaires qui en découlent. En cela, ils en viennent souvent à s'opposer à des qualifications plus économiques du littoral, centrées sur son développement producteur d'emplois locaux, ou bien, parfois, à certains usages professionnels ou ludiques (pêche, ostréiculture, petite plaisance).

Des effets de cens

La morphologie sociologique des GDC rend globalement compte d'une population plutôt dotée en capitaux sociaux et culturels. SFE a réalisé en juin 2012 une enquête auprès de ses bénévoles actifs en France (1 106 personnes) qui a permis de recueillir des données sociodémographiques concernant 54 gardiens de la côte. Ceux-ci représentent ainsi une population plutôt aisée avec 14 cadres, 2 chefs d'entreprise, 3 membres de professions libérales, contre 2 artisans, 15 employés, 9 étudiants ou 2 sans emploi. Notre groupe d'enquêtés confirme ce trait sociographique puisqu'on y note des cursus universitaires longs et des statuts professionnels élevés (cf. annexe). La prédominance des hommes renvoie au caractère très genré du militantisme (Fillieule, Roux, 2009). Quant à l'âge des GDC interrogés, on y trouve à la fois des personnes retraitées ou en fin de carrière (Alain, Clarisse, René, Christian, Philippe) comme des salariés en pleine activité (Sylvain, Jean-Vincent, François, Jean, Frédéric, Marie-Amélie, Fabien, Martine).

La thèse du cens caché, c'est-à-dire le fait que la participation politique soit socialement filtrée (Gaxie, 1978), est également validée puisque les GDC, par décalque de cette position plutôt élevée dans l'échelle sociale, se caractérisent majoritairement par un rapport positif à la chose publique qui se traduit par des pluri-engagements associatifs⁵. Et

si l'engagement partisan ou l'univers politique sont violemment rejetés par certains (comme François, Alain, Jean, Jean-Vincent, Frédéric, Fabien ou Christian) car jugés opaques et faits de renoncements, c'est par risque de dénaturer l'authenticité d'un engagement en faveur de l'environnement présenté comme relevant de l'exercice citoyen. Tous les enquêtés mobilisent en effet des schèmes d'engagement et des formes de montées en généralité (autour du patrimoine environnemental, des générations futures ou de l'exigence démocratique) qui les éloignent du syndrome NIMBY (*Not in my backyard*). À cet égard, les cas de Jean ou de Jean-Vincent sont assez emblématiques d'un engagement politique de nature scientifique dans lequel l'appui sur des savoirs spécialisés et universels permet le dépassement des intérêts particuliers. Le premier avoue n'avoir aucun militantisme, plus par manque de temps (il bouge beaucoup pour son travail) que par manque d'intérêt (il aimerait s'impliquer au niveau local, même s'il porte un discours très critique à l'égard des élus). Finalement, son engagement politique s'exprime à travers ses recherches, toujours menées autour des questions de protection du littoral et de la mer. Il travaille actuellement sur les interactions entre les vagues et les barrières de corail pour montrer que les secondes peuvent être un élément protecteur des côtes. S'y joue une sorte de lobbying scientifique, avec un mélange entre questions scientifiques et politiques : « *J'essaye toujours de rester 100 % scientifique mais il y a toujours un moment où il y a un petit morceau politique qui vient s'immiscer [...] J'arrive à me débrouiller avec ça en fait.* » Quant à Jean-Vincent, docteur en économie industrielle, il se définit comme un « *citoyen engagé qui fait de l'économie politique* », c'est-à-dire qui s'intéresse au fait politique, qui porte une vision concernant la compatibilité entre environnement et économie industrielle ; mais son discours est

5. Par exemple, Clarisse appartient dans les années 1970 à *J'aime la nature*, une association environnementale ; elle milite par ailleurs à la Ligue de Protection des Oiseaux (LPO) et dirige l'association *Le Betey, plage boisée à sauvegarder créée pour empêcher l'extension du port du Betey dans le Bassin d'Arcachon (Landes)* ; elle critique également les élus (« *ils courtisent pendant les élections mais ignorent ensuite* ») mais avoue des accointances

avec Europe Écologie-Les Verts (EELV). Fabien participe à Greenpeace, à la Commission de Recherche et d'Information Indépendantes sur la Radioactivité (CRII-RAD), à l'association de protection de la Méditerranée *Participe Futur* et à la LPO. Alain a créé en 2001 et préside toujours *Trébeurden Patrimoine et Environnement*, une association née pour contester un projet de construction d'un port à Trébeurden (Côte-d'Armor) ; il est surtout à l'initiative du « *peuple des Dunes en Trégor* », un collectif d'associations opposées à un projet d'extraction de sable en baie de Lannion. Sylvain appartient également à *Sortir du nucléaire*. Quant à Frédéric, il a un parcours militant qui l'a mené du Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA) aux Bonnets rouges. De nombreux GDC sont par ailleurs impliqués dans des clubs sportifs, à l'instar de François (surf), Éric (escalade et windsurf) ou Christian (tennis).

empreint d'un rejet fort de la politique partisane (il parle de « *fanatisme militant, incompatible avec une réelle vision* »). À l'inverse, d'autres Gardiens entament un cursus politique, leur combat leur ayant permis d'être approché pour être sur une liste à l'occasion des élections municipales de 2014 (c'est le cas d'Éric, sollicité sur une liste citoyenne et EELV à Six-Fours, dans le Var ; ou de Jean-Vincent, invité sur une liste divers droite à Lège Cap Ferret) ou bien renforçant un engagement politique déjà structuré (c'est le cas de Philippe, déjà conseiller municipal de Biarritz de 1991 à 1995 puis candidat EELV à Biarritz aux cantonales de 2011).

On voit donc à travers ces expériences une diversité des formes de montées en généralités, entre certains militants prenant appui sur des schèmes politiques (fournis par une idéologie ou incarnés par un parti politique, souvent EELV), et des militants pour lesquels la seule référence à l'environnement ou aux générations futures sert d'horizon normatif.

La force testimoniale des Gardiens

Mais surtout, les GDC se mobilisent en régime de familiarité, c'est-à-dire à partir de formes d'engagement dans le proche qui se prolongent en engagements publics et ce, en raison d'attachements affectés (Thévenot, 2006). À la base de leur combat, il y a « leur » littoral mis en danger par un projet humain. Clarisse est devenue GDC sur le dossier de la plage boisée du Betey (où elle passe ses vacances depuis toujours) menacée par un projet d'extension du port d'Andernos-les-Bains en raison du « *comportement des élus locaux qui massacrent la côte. Si je n'agis pas, personne n'agirait* ». Pour Martine qui s'engage contre un projet de stockage de gaz naturel dans le sol salin de Pouillon via 40 km de canalisation, « *dans ce combat contre le géant EDF, ma motivation première fut celle d'une citoyenne qui est proche de son environnement et contre lequel on imposait un projet outrageux* ». Jean s'engage car il conteste l'opacité du projet de parc éolien off-shore, au large de Saint-Brieuc, et en craint les conséquences pour les vagues du cap Fréhel où il surfe. Frédéric, alerté par un ami pêcheur des effets néfastes du projet de clapage des boues du port de Loctudy, devient GDC sur ce combat. Pour Alain qui se mobilise contre le projet d'extraction de granulats marins au large de Trébeurden où il réside, « *il est tout de même*

regrettable que ce soit les associations qui doivent faire respecter le droit de l'environnement aux élus, non-respect de la loi littoral notamment ».

Tous les Gardiens se caractérisent donc par leur ancrage dans un territoire précis et c'est en son nom qu'ils prétendent à la montée en généralité de leur cause, sans nécessairement passer par les opérateurs politiques d'universalité. On retrouve à leur sujet la force argumentative du registre testimonial, déjà repéré ailleurs (Neveu, François, 1999, Le Bart, Lefebvre, 2005), c'est-à-dire un discours fondé sur une forte implication du locuteur dans ce qu'il dit : le « témoignage » est dès lors gage d'authenticité. « *Pour moi, un Gardien de la côte c'est juste quelqu'un qui passe du temps au bord de l'eau. Un promeneur est un très bon Gardien de la côte, un pêcheur est un très bon Gardien de la côte, quelqu'un qui fait du footing mais qui le fait sur la plage ou pas loin... On est un bon Gardien de la côte, potentiellement, à partir du moment où on va régulièrement sur une même portion de territoire, pour voir des évolutions puisqu'on a un point de référence* » (François). Ce mélange entre revendications critiques et revendications pratiques témoigne d'ailleurs de ces formes d'actions plus modestes et ordinaires, au proche, mais jugées toutefois plus efficaces (Frère, Jacquemain, 2013). L'action des GDC est en effet vue comme nécessaire car le problème touche un bien commun, souvent patrimonialisé, et rencontre une trajectoire personnelle, l'agression d'un littoral cher étant vécu comme quelque chose d'insupportable. C'est le cas de Christian qui, après s'être blessé sur des ferrailles laissées par des producteurs d'huîtres lorsqu'il se promenait à marée basse sur le banc d'Arguin, dans le bassin d'Arcachon, a monté le combat « Capferrailles ». C'est le cas de Sylvain, scandalisé par la marchandisation et la privatisation du littoral et de la nature que ses voyages dans certains pays lui ont permis d'observer, et qui se mobilise contre le projet de construction d'un port de plaisance à Brétignolles-sur-Mer (Vendée). C'est le cas de Bertrand qui se mobilise contre un projet d'extraction de granulats marins au large de Dieppe (Seine-Maritime) afin de sauvegarder la faune qu'il observe en plongée, dont il loue la beauté et qu'il compare à « *la main de Dieu aux portes de Paris* ». C'est encore le cas de François qui constate quotidiennement les pollutions sur les plages basques où il vit : « *J'aime bien me balader sur la plage autant que*

de faire du surf et c'est ça qui m'a fait dire j'ai envie de m'investir parce que j'ai habité longtemps dans des grandes villes et dans les grandes villes, aujourd'hui, on ne peut plus se baigner dans les fleuves; et je me dis que si on ne fait pas un peu attention à l'environnement marin, un jour on ne pourra plus se baigner sur nos littoraux, comme c'est le cas dans d'autres pays à certains endroits. » La topique de l'urgence colore également certains combats, comme celui de Jean-Vincent qui devient GDC juste après l'accident de l'usine de papeterie Smurfit Kappa en juillet 2012 qui aboutit à une pollution au Wharf de la Salies, en Gironde, où il surfe régulièrement.

Le cas des GDC surfeurs, plongeurs ou windsurfeurs (soit une dizaine d'enquêtés) est d'ailleurs intéressant à distinguer ici au sens où leur engagement procède, en plus des autres formats de scandalisation, de la peur de perte d'une vague et d'un spot, révélant davantage ces liens forts de riveraineté qui se colorent d'un rapport existentiel et qui attachent d'autant plus ces individus aux littoraux (Falaix, 2014). Par leur présence à l'eau, ces individus connaissent très bien la mer et l'environnement côtier (courants, types de vagues, traits de côte, baines, fonds marins, etc.). « On est toujours dans l'eau, on apprend à lire l'océan et puis à apprécier ce qui nous entoure, l'instant, la faune, la flore, on y découvre des choses parce qu'on y vit des choses, on y ressent des choses qui sont exceptionnelles, qu'on ne peut pas ressentir si on ne pratique pas, si on n'est pas dans l'eau, dans ces circonstances-là, dans ce sport particulier où il y a beaucoup d'attente, où il n'y a pas beaucoup d'action en fait; sur la longueur d'une session, il y a un temps de rame assez important mais il y a beaucoup de temps d'attente, ce qui mène à une sorte de méditation, un certain moment d'observation, on est là pour rien d'autre que ça, donc du coup, on observe, on ressent des choses pour lesquelles dans la vie quotidienne urbaine, on n'est plus sensible et ça ouvre à d'autres choses » (Sylvain). En découle l'attachement fort à un lieu, souvent ramené à une plage et sa vague : « Exercer une activité nautique régulièrement, ça finit par créer un lien avec la mer et puis on n'a pas envie de voir les spots changer, les paysages changer, on n'a pas envie d'avoir des pollutions, on n'a pas envie d'avoir des constructions sur nos spots, je ne connais personne qui accepterait qu'on lui détruise son spot pour raison économique » (Jean).

DEVENIR UN EXPERT

Avec l'idée de proto-professionnalisation des usagers, Jean-Yves Trépos (1996) souligne que l'expertise s'acquiert et renvoie en fait à un continuum allant du profane à l'expert, découpant plusieurs gradients. En effet, en dépit des ressources que leur donne leur trajectoire sociale et leur cursus professionnel, les Gardiens sont confrontés par leur combat à des questions complexes. L'indignation qui les a fait devenir GDC ne suffit plus à alimenter leur cause, d'autant plus que l'environnement social de leur dossier (siège de Surfrider, adversaires, pouvoirs publics) leur impose de devenir les experts de la question pour laquelle ils se sont engagés. Cet apprentissage passe par diverses formes, mêlant des enquêtes *in situ* à la captation (et la domestication) de savoirs spécialisés, souvent en partenariat (plus qu'en opposition) avec les acteurs institués de ces savoirs.

Mener une enquête

Le prisme de l'enquête dans les mouvements *grassroots* a été souligné (Gramaglia, 2008; Akrich, Barthe, Rémy, 2010) : des petits collectifs locaux décentralisés mènent un travail d'investigation destiné à rendre visibles les menaces qui les affectent, en raison d'une suspicion croissante à l'égard de l'environnement (repérage et accumulation d'événements anormaux parfois minimes, mise en relation avec des précédents qui sont réinterprétés à cette nouvelle aune, etc.) et ce, afin d'établir et d'attester les dommages qui leurs sont liés. Les GDC s'inscrivent parfaitement dans ce cadrage théorique de l'enquête et apparaissent d'abord sous la figure du lanceur d'alerte qui révèle un danger parfois invisible à la suite d'un long travail d'investigation.

Un Gardien doit en effet être capable de détecter des « signaux faibles », les signes avant-coureur d'un dommage environnemental (puisque souvent, les problèmes environnementaux peuvent être relativement invisibles) ou bien de signaler les exactions et les atteintes à la biodiversité (braconnage, pollutions, etc.). La présentation publique du programme en atteste : ce sont de « véritables capteurs sensoriels de l'état de santé de l'environnement », les « premières sentinelles du littoral » (Rapport Gardien de la côte 2012-2013, p. 6 et 9). Mais surtout, leur action

concrète y renvoie. Comme on l'a déjà noté, les Gardiens se caractérisent par leur présence régulière sur le terrain, parfois toute l'année donc même en plein hiver et en dehors des périodes touristiques ; souvent, c'est d'ailleurs une réelle plus-value au sens où ils sont les seules vigies présentes sur le site : qu'ils soient surfeurs, windsurfeurs, pêcheurs, plongeurs ou simples promeneurs, ils vont là où personne d'autre ne va à des moments où personne n'est là, ce qui leur permet de détecter des pollutions d'origine tellurique ou marine et des rejets non détectés⁶. Certains GDC ont pu d'abord faire appel à des savoirs situés, comme le fait de surfer ou de plonger. Bertrand a par exemple profité de ses plongées en tant que moniteur fédéral bénévole pour recenser les atteintes à la biodiversité que constituerait le projet d'extraction de granulats porté par l'entreprise Lafarge au large de Dieppe. Sylvain mobilise sa connaissance des vagues découlant de sa pratique du surf pour dénoncer les effets liés à la construction d'un port à Brétignolles qui dénaturerait la vague de la Normandelière mais qui constituerait également un danger pour les bateaux en raison des houles de secteur ouest. Jean-Vincent met en avant sa connaissance du Wharf de la Salies découlant de son statut de « natif » et du fait qu'il y surfe régulièrement, pour contester certains propos relatifs à la mauvaise qualité de l'eau. Jean, afin de contester le parc d'éoliennes off-shore prévu en baie de Saint-Brieuc qui viendrait détruire la vague de Cap-Fréhel, rappelle son expérience de surfeur pour démontrer que seule cette population est présente sur ce site en dehors des périodes de vacances, d'où un manque à gagner si le projet venait à aboutir. La riveraineté constitue d'ailleurs également une forme de savoir d'usage largement mobilisée, notamment par les GDC qui ne pratiquent pas une activité nautique⁷ : c'est par exemple le cas de Christian, résidant « *depuis quarante ans* » du Bassin d'Arcachon ; c'est aussi le cas de René, pêcheur et surtout véritable figure locale à travers son engagement au sein du *Comité de vigilance de Biscarros* – il définit

en entretien le GDC type comme « *un acteur actif qui vit le milieu* » ; c'est enfin le cas d'Alain, riverain à Trébeurden depuis toujours.

Cette présence attentive, rendue possible par la connaissance intime des lieux ou la pratique d'une activité nautique ou en lien avec le littoral, ne suffit toutefois pas (notamment parce que le registre domestique de l'autochtonie peut être également mobilisé par les promoteurs de certains projets, comme à Brétignolles) et n'est que le prélude à une véritable enquête. Car ces investigations profanes n'en restent pas moins contraintes par les exigences de normes supérieures. Il s'agit de rapporter l'événement avéré de pollution ou le signal faible à des catégories existantes, notamment juridiques. En effet, un dommage environnemental ne peut être réparé juridiquement que s'il est attesté matériellement, avec la désignation d'un responsable. Or souvent, de tels problèmes sont plus ou moins invisibles ou faiblement détectables (pollutions discrètes, problèmes environnementaux qui ne concernent que quelques populations comme les surfeurs, etc.). De même, les projets d'aménagement sont souvent abstraits, appréhendables seulement par des graphiques ou des dessins, ce qui tend à minorer leur réalité (dimensions réelles sur le site, nuisances concrètes, etc.). Enfin, les espèces animales ou végétales menacées par une politique n'ont pas la capacité de prendre la parole. Pour faire exister le problème qui justifie son dossier, c'est-à-dire le rendre visible et concret, les GDC doivent donc mener une véritable enquête pour constater et attester des atteintes ou des menaces sur le littoral.

De telles enquêtes ont pris plusieurs formes. Certains Gardiens ont pu recueillir et regrouper des témoignages (par exemple auprès de surfeurs locaux ou bien de riverains) : c'est le cas exemplaire du dossier des médias filtrants mené par François. Les médias filtrants sont de petites roulettes en plastique de quelques centimètres utilisées dans les stations d'épuration ou dans les industries agroalimentaires pour le traitement des eaux usées. Elles servent de support pour les bactéries qui vont éliminer les déchets dans l'eau. Or pour des raisons encore peu connues, ces médias filtrants finissent par se retrouver dans les cours d'eau, la mer puis s'échouent sur les littoraux. Or avant que François ne se penche sur ce problème, une telle pollution était inconnue : il lui a donc fallu d'abord caractériser ces objets en

6. Ainsi, après l'accident lié à l'entreprise Smurfit Kappa en juillet 2012, Jean-Vincent a mis en place avec des surfeurs une surveillance quotidienne du site pour prévenir tous nouveaux rejets anormaux.

7. Il existe toutefois quelques cas d'absence de coïncidence entre l'espace de vie et l'espace de mobilisation du GDC, qui doit dès lors mener son combat à distance (Clarisse, Sylvain, Jean, Bertrand). Mais même pour ces situations, le Gardien exhibe les signes d'un attachement affectif fort au territoire concerné, dont il est natif, qu'il fréquente pendant ses vacances ou dont il admire tout particulièrement la beauté.

plastique qu'il observait sur sa côte, puis en voir l'origine afin de remonter à la source de ces pollutions telluriques (souvent le débordement d'un bassin de station d'épuration). Et c'est grâce aux témoignages recueillis dans les autres antennes de Surfrider (notamment l'antenne Corse) mais également lors des initiatives océanes ou par des anonymes, qu'il a ainsi pu à la fois typologiser les différents types de médias filtrants, quantifier le phénomène et, même proposer une carte annuelle de ces pollutions ainsi que le repérage de leur origine. On peut également citer l'expérience de Sylvain qui, après une session de surf durant laquelle il est en contact avec une pollution, invite les surfeurs présents à aller voir un médecin pour consigner leur pathologie.

Pour son combat, l'enquête d'un GDC l'amène également à « interroger la nature », et non les humains qui la peuplent. C'est le cas lorsqu'il doit relever des échantillons sur un site (eau, espèces végétales, etc.) ou bien recenser des animaux morts (poissons, oiseaux, crustacées, etc.). C'est, par exemple, l'expérience du dossier de la pollution d'origine inconnue du Ruisseau Lamoulie, près de Bidart (Pyrénées-Atlantiques), où deux Gardiens successifs ont pu mener des prélèvements et analyses effectués grâce au laboratoire de SFE et ont révélé une contamination bactériologique importante aux entérocoques, entraînant une insuffisance de la qualité des eaux à la plage d'Ilbarritz (où se déverse le Ruisseau Lamoulie) par rapport à la Directive relative à la qualité des eaux de baignade. C'est également le cas du combat contre Smurfit Kappa pour lequel le Gardien a pu faire des prélèvements d'eau au Wharf de la Salies. Comme on le constate avec ces prélèvements et analyses d'eau, certains appuis matériels facilitent grandement le travail de constitution de classes d'équivalence entre des phénomènes conjoncturels et singuliers de pollutions et de dommages environnementaux et des formes déjà investies. D'où le fait que de nombreux Gardiens prennent des photos du dommage ou du site abimé⁸, ou s'appuient sur des traces matérielles pour révéler des problèmes peu visibles et oubliés de l'attention publique (comme le fait Jean-Vincent

en publiant sur son blog la photo de son SUP⁹ noirci par la pollution du Wharf de la Salie).

Mobiliser et acquérir des savoirs

Les Gardiens maîtrisent les exigences de l'engagement public en mobilisant un ensemble de techniques militantes consistant à constituer ou rejoindre des collectifs d'associations¹⁰, à enrôler les médias, à créer et entretenir un blog, à participer aux dispositifs de consultation du public (enquêtes publiques et débats publics), à manifester dans l'espace public¹¹ ou bien à faire signer des pétitions¹². Les Gardiens peuvent également s'appuyer sur les antennes locales de Surfrider qui leur fournissent un réseau utile pour obtenir du personnel, des informations ou des expertises pointues. Ces répertoires militants traditionnels, articulés autour du nombre et de sa publicisation, n'en nécessitent pas moins une posture experte mobilisant la science.

L'enquête permet le « devenir expert » des Gardiens parce qu'elle rend nécessaire la mobilisation de savoirs spécialisés ainsi que leur hybridation avec des savoirs d'usages. Ici, la table périodique de l'expertise proposée par Collins et Evans (2007) nous aide à distinguer des gradients par lesquels une expertise spécialisée s'acquiert. Leur modèle propose notamment une distinction forte entre

9. Stand-up-paddle : grosse planche de surf propulsée par une rame.

10. On citera le Comité de vigilance de Biscarros établi pour suivre les rejets liés au Wharf de la Salies et qui regroupe des élus et des associations de commerçants, propriétaires de Biscarros-Plage, celles liées aux activités halieutiques et des professionnels de la mer ou de surfeurs ; le collectif Totem2mer qui associe des plongeurs, des militants de l'environnement, des pêcheurs et des scientifiques dans le cas du dossier d'exploitation de granulats marins au large de Saint-Valéry-en-Caux ; ou bien le Peuple des Dunes en Trégor qui fédère 48 associations (clubs de plongée, pêcheurs, associations environnementales, plaisanciers...) contre le projet d'extraction de sable coquiller en baie de Lannion. Les collaborations inter-associatives peuvent également se déployer à de vastes échelles : ainsi, le Gardien en charge du dossier sur les médias filtrants sur la côte basque s'est appuyé sur une association environnementale de Rhône-Alpes, la FRAPNA.

11. Le combat contre le projet de gaz salins des Landes a mobilisé 700 personnes sur la plage de Messanges le 22 janvier 2012 ; 800 personnes défilent à Arcachon contre les rejets de l'usine Smurfit kappa ; 400 personnes manifestent contre le clapage des boues du port de Loctudy à Loctudy le 18 juin 2013 ; ou bien 4000 personnes se rassemblent en mai 2012 sur la plage de Trébeurden contre le projet d'extraction de sable coquiller en baie de Lannion.

12. La pétition lancée pour le dossier Cap ferrailles a été signée par 3000 personnes ; celle contre l'extraction de sable coquiller en baie de Lannion a été soutenue par 16000 signataires ; celle contre le projet de construction d'un port de plaisance à Brétignolles sur mer a recueilli 5000 signatures ; celle pour sauver la plage du Betey a enrôlé 1500 soutiens ; ou bien celle contre le projet d'un parking sur la côte des Basques à Biarritz a obtenu 3828 signatures.

8. L'appui de certains dossiers sur l'image est notable à travers des vidéos ou des photos publiées sur les blogs ou certaines plates-formes en ligne (YouTube, Dailymotion ou Vimeo). Sur le dossier des Gaz salins des landes, la vidéo produite pour présenter le dossier (« La disparition du surfer landais ») a par exemple été vue plus de 20000 fois sur Youtube depuis le 28 novembre 2012.

des « savoirs omniprésents » (*ubiquitous expertise*), c'est-à-dire généraux et utiles à la vie en société, et des expertises spécialisées qui sont fondées sur des formes conventionnelles comme sur des savoirs tacites acquis par imprégnation dans un univers scientifique (ils utilisent notamment la métaphore de l'apprentissage d'une langue pour désigner ce phénomène). Or, les Gardiens se tiennent sur la ligne de crête de cette frontière, notamment à travers le modèle de « l'expertise interactionnelle » qui permet à un individu qui « sait de quoi il parle » de dialoguer avec des scientifiques avec lesquels il est en étroite relation (qui, eux, contribuent à produire des connaissances spécialisées, à savoir « l'expertise contributive »), jusqu'à pouvoir hiérarchiser des énoncés savants, sans toutefois participer lui-même à la production de connaissances. Cette notion correspond tout à fait pour qualifier le travail d'expertise des GDC, véritables experts en interaction au sens où à défaut de produire des connaissances spécialisées (en droit de l'aménagement, en biologie, en courantologie ou en sédimentologie), ils en maîtrisent le langage et peuvent se parer de leur autorité.

L'apprentissage de compétences et de savoirs experts est inséparable pour eux d'un apprentissage militant, notamment parce que les adversaires des Gardiens sont souvent des techniciens et qu'il s'agit d'être crédibles auprès d'eux, souvent sur des scènes publiques¹³. Cet apprentissage passe d'abord par une forme d'autodidaxie et par la connaissance documentaire, ce que Collins et Evans appellent le « savoir de sources primaires » (*primary source knowledge*) qu'ils rangent comme forme la plus aboutie parmi les savoirs communs : il se traduit par un recours prononcé à Internet, par un apprentissage « *plus par imprégnation que par apprentissage scolaire* » (Clarisse)¹⁴. Dans tous les cas, les Gardiens consacrent de nombreuses soirées à récolter les données techniques disponibles concernant leur combat (études d'impact, règlements, inventaires naturalistes, résultats d'enquêtes publiques,

etc.) et à s'en imprégner – le terme « potasser » revenant constamment en entretien¹⁵.

Le basculement vers l'expertise en interaction nécessite toutefois l'appui sur des spécialistes (ou « experts contributeurs » selon la typologie de Collins et Evans). L'axiome est que le savoir spécialisé est acquis par une socialisation, c'est-à-dire par la participation à la vie d'une communauté. Dans le cas de nombreux Gardiens, cela est rendu possible par les collectifs militants dans lesquels ils s'impliquent et dans lesquels des compétences scientifiques sont souvent disponibles. Pour sélectionner ses arguments dans le cadre d'une enquête publique où il représente Surfrider contre le projet de construction du port de Brétignolles, Sylvain fait ainsi appel à des ingénieurs adhérents à l'association *La Vigie* qui regroupe les opposants à cette politique. Jean (pour autant titulaire d'un doctorat en géosciences) s'appuie également pour son combat contre le projet d'éoliennes en baie de Saint-Brieuc sur l'antenne Ile-et-Vilaine de Surfrider où le vice-président, professeur de biologie en lycée, détient un master en gestion de l'environnement, l'ancien président est un ancien ingénieur chimiste et le président actuel est ingénieur en élevage. Afin d'établir la valeur financière de la vague de Fréhel, Marie-Amélie (qui reprend le combat de Jean contre le projet d'éoliennes off-shore à Saint-Brieuc) importe la méthodologie « Surfonomics » créée par la coalition internationale d'associations de surfeurs « Save The Waves » visant à classer certaines vagues au titre de patrimoines immatériels de l'humanité. Clarisse, quant à elle, se repose sur une agrégée de biologie qui apporte des argumentaires scientifiques pour le combat concernant la protection de la plage du Bety. Certains Gardiens se donnent même pour but de diffuser et valoriser la science, en partenariat avec des scientifiques¹⁶.

Ces « frottements » répétés à la science permettent ainsi à plusieurs Gardiens de basculer dans le registre de l'expertise interactionnelle. C'est par

13. Comme le dit Jean-Vincent, « c'est difficile de parler avec les hauts fonctionnaires d'État parce qu'ils parlent en chiffre, c'est très compliqué ».

14. « On a le sentiment de beaucoup apprendre. Le fait de harceler le maire, de demander des rendez-vous, de rentrer par la fenêtre quand on est mis à la porte, ça oui, c'est quelque chose que j'ai acquis... Le fait de continuer en dépit des campagnes de dénigrement... Au niveau du choix des mots dans les lettres, des personnes à contacter, au niveau communication ou stratégie de communication, oui, là, j'ai acquis des compétences. Et puis au niveau juridique aussi » (Clarisse).

15. « Ca nécessite un minimum de compétences ou de formation générale, ou de culture générale pour être prêt à s'y investir et apprendre dans des domaines où on n'en a pas ; et ça nécessite de la disponibilité, de vraiment se donner du temps pour rentrer dans ces dossiers [...] potasser des heures, des heures et des heures et rencontrer des professionnels » (François).

16. De nombreux blogs montés autour de dossiers de GDC (Le Bety, médias filtrants, wharf de la Salie, exploitation des granulats marins dans la Manche...) mettent ainsi en lignes une très riche documentation sur le projet contesté, le site en péril, la bibliographie disponible des études, etc.

exemple le cas, dans le domaine juridique, d'Alain. D'abord relativement étranger au droit public en raison de sa profession de cadre bancaire, il s'est familiarisé depuis une dizaine d'années avec ce savoir à travers des contacts avec un avocat, un professeur de droit à l'université de Brest puis avec les tribunaux administratifs et les cours d'appel; cela l'amène à « *potasser* » le code de l'environnement, le code minier et le droit de l'urbanisme; il mène même une procédure jusque devant le Conseil d'État : « *sans me vanter, je pourrais faire seul une requête devant le tribunal administratif par exemple* »; il s'agit pour lui d'un univers finalement pas si compliqué : « *Il y a une requête type à déposer devant le TA; après c'est vrai, il y a un certain langage, il faut acquérir du vocabulaire, vous pouvez avoir dix arguments mais il faut en développer deux car ce sont les deux seuls pertinents... oui en fait, c'est l'apprentissage comme ça, oui.* » Dans la constitution du dossier adressé au TA, il relit le code de l'environnement pour relever les points utiles et « *mâcher le travail* » de l'avocat qui portera la plainte. La seule limite qu'il reconnaît concerne le droit européen. Autre expert en interaction juridique, on peut citer l'expérience de Sylvain qui rédige un avis porté par SFE dans le cadre de l'enquête publique au sujet du projet de port à Brétignolles : il « *bachotte* » le dossier d'enquête publique, reprend les points qui lui semblent litigieux et sur lesquels il y aurait des arguments à contrer; il cherche de la documentation pour donner de la matière au propos; puis structure le tout dans un plan puis un document de neuf pages. Ce premier jet, envoyé pour validation au siège de SFE, devient même le document final « *à deux-trois corrections près*¹⁷ ». Concernant les sciences de la vie, René, le Gardien en charge du dossier autour du wharf de la Salie dans les Landes, est particulièrement emblématique de cette stratégie de rapprochement avec les experts : ancien pêcheur mais se décrivant lui-même comme un « *fana de la science* », animé par une « *passion de la science* », il a ainsi organisé de nombreuses conférences publiques au sein du *Comité de vigilance de Biscarrosse*, en faisant venir divers scientifiques sur de nombreux thèmes (biodiversité, macro-déchets, milieu marin aquitain, pollutions marines, etc.). Il intervient même

en conférence avec eux (même s'il dénonce leur frilosité et le fait qu'ils en restent à des considérations trop techniques et pas assez politiques). En entretien, il est ainsi capable de citer la dernière étude scientifique relative à sédimentologie ou aux macro-déchets.

Un seul Gardien, Jean, correspond enfin au type de « l'expert contributeur ». Docteur en géosciences et alors en post-doc en Guadeloupe lors de l'enquête, il travaille dans un projet Interreg sur la question des tsunamis et des houles. Mais, conformément à son idéal de « *lobbying scientifique* », il compte se servir également de ces connaissances construites pour instruire le dossier contre le projet d'éoliennes en baie de Saint-Brieuc. « *En bossant sur les houles, moi l'intérêt que je vois, c'est de maîtriser un logiciel qui va me permettre de faire des modélisations après avec le parc éolien, de voir un peu comment la houle va être modifiée par le positionnement des pilonnes des éoliennes.* » Ce travail de modélisation, d'abord universitaire et dont il attend des publications scientifiques, permettrait ainsi d'analyser comment le champ d'éoliennes pourrait influencer le bilan sédimentaire de la baie de Saint-Brieuc et notamment impacter les plages du Cap Fréhel en influant plus ou moins sur la qualité des vagues dans la région¹⁸.

Articuler des savoirs

Crédibles dans certains espaces administratifs et politiques car pouvant prouver qu'ils « savent ce dont ils parlent », les GDC se caractérisent enfin par des stratégies d'hybridation des savoirs qui leur permettent, sur les scènes instituées à cet effet (débat publics, enquêtes publiques), de contester souvent avec succès (comme en atteste le nombre de combats gagnés) des expertises officielles attachées aux dossiers qu'ils combattent. Là encore, le modèle de Collins et Evans constitue une ressource pour comprendre, à travers ce qu'ils appellent des « méta-expertises », la façon dont un expert est critiqué au nom de savoirs différents (*transmuted expertise*), notamment à travers des connaissances situées car relevant de la connaissance d'un lieu, qui ne peuvent donc pas être généralisées selon les canons scientifiques mais qui autorisent tout autant

17. L'observation courte déposée au nom de SFE dans le registre lors de l'enquête publique atteste également d'une saisie experte du dossier, avec en filigranes quelques mentions des houles et des vagues.

18. Pour autant, faire de telles modélisations de la baie de Saint-Brieuc prend du temps : préparer des grilles topos, reproduire la bathymétrie en 3D, avoir des données.

une critique des savoirs institués (*local discrimination*). Comme on l'a vu, l'enracinement revendiqué des Gardiens leur permet de mettre en avant ces formes de connaissances riveraines, parfois enrichies par la pratique de sports nautiques qui les mettent directement en prise avec l'élément marin, ou bien par l'ancienneté de leur résidence, notamment à travers la figure du natif. Les enquêtes qu'ils mènent peuvent être à cet égard considérées comme autant de mises à l'épreuve de cette expertise singulière d'un lieu, la renforçant même par le fait de lire leur environnement et d'y recueillir des signes presque invisibles de pollution, relevant du registre des troubles mais nécessitant un ancrage riverain prononcé pour être révélés.

Mais ici, la plus-value des Gardiens est d'enrichir cette connaissance *in situ* par des savoirs plus généraux, valables en tous lieux et en tout temps, qu'ils ont su maîtriser, comme on l'a vu, en devenant des experts en interaction. Il en résulte une forme d'illustration mais aussi d'incarnation de ces connaissances abstraites qui renforce l'aptitude des GDC à convaincre différents publics (soutiens auprès d'associations, pouvoirs publics, opposants industriels). Dans certains cas, les savoirs locaux sont en appui secondaires des savoirs généraux (souvent reconnus pertinents par les autorités auxquelles ils sont adressés) auxquels ils donnent surtout une forme de réalisme accru. C'est par exemple le cas du dossier sur les médias filtrants pour lequel le Gardien rencontre le groupe industriel qui les fabrique, une filiale de Vinci. Celui-ci menace d'abord Surfrider d'un procès puis, devant l'argumentation technique fournie par le Gardien ainsi que les preuves concrètes qu'il apporte (photos, cartes circonstanciées des échouages de médias filtrants, témoignages), accepte de rentrer dans un cycle de collaboration. C'est aussi le cas du dossier Gaz des Salins, la victoire la plus emblématique de Surfrider, puisque l'argumentation très technique de l'association (sur l'impact des rejets sur les milieux marins ou terrestres ou sur le choix du site jugé mauvais en raison de ses caractérisations géologiques) déposée dans le cahier d'acteur lors du Débat public en 2012 (argumentation d'ailleurs confirmée par la suite par des études démontant que la rentabilité de ce projet était très aléatoire et son intérêt économique pas assez convaincant), additionnée d'un intense travail de mobilisation des acteurs du territoire (pêcheurs,

surfeurs, élus locaux) mené par Martine ont abouti au retrait du projet en janvier 2013. Dans d'autres cas, le dosage entre savoirs locaux et savoirs généraux est plus équilibré, autorisant les GDC à mobiliser dans leurs argumentaires mixtes tant la figure du « lieu » (habité, investi, ressenti, expérimenté) que celle de « l'espace » (abstrait, général, universel) – là où la caractérisation technicienne qui accompagne les projets contestés se borne souvent à cette deuxième catégorie. C'est par exemple le cas du combat contre le port de Brétignolles-sur-Mer pour lequel le GDC dépose, au nom de SFE, une observation lors de l'enquête publique¹⁹ en investissant les arguments liés à la qualité des eaux de baignade (relative à l'espace maritime) ainsi qu'aux aspects sportifs et touristiques (propres au lieu)²⁰. C'est également le cas du dossier relatif au projet de parking souterrain au-dessus de la plage des Basques à Biarritz pour lequel le GDC porte un argumentaire mélangeant des considérations écologiques (fragilisation de la falaise, mauvaise qualité de l'air intérieur au parking, réchauffement climatique, etc.) et réglementaires (loi littoral, respect du PLU) à des aspects plus singuliers au lieu (le fait que des parkings proches soient vides, les difficultés liées au trafic automobile le long de la corniche, etc.) et même symboliques (puisque la plage des Basques est, historiquement, le berceau du surf en France).

CONCLUSION

On l'a vu, à travers leur combat, les Gardiens apprennent à « devenir expert », c'est-à-dire qu'ils mettent en relation la spécificité locale de l'enjeu pour lequel ils s'engagent (et pour lesquels ils détiennent un savoir expérientiel tacite) à des processus plus généraux (relevant des sciences de la nature ou bien impliquant une connaissance fine des procédures d'aménagement ou des dispositifs

19. Il est significatif également que plusieurs observations déposées par des résidents de Brétignolles contestent ce projet en mentionnant l'atteinte faite aux vagues et aux surfeurs.

20. En réponse, la commission d'enquête propose un avis défavorable au projet et « trouve justifiées les inquiétudes exprimées par les pratiquants de loisirs maritimes qui devront inéluctablement changer leurs habitudes » ; et dans cette littérature très technique, on trouve parfois mention des thèmes très territorialisés portés par SFE (sur l'impact des peintures antifouling des bateaux de plaisance, sur la modification de la courantologie de la côte ou l'érosion des plages par l'édification des brise-lames, sur le fait que la présence des surfeurs attestent de la dangerosité des côtes, sur l'importance touristique des sports nautiques, notamment via les compétitions de surf).

de participation comme les enquêtes publiques ou les débats publics). Quelques-uns d'entre eux sont également mêmes producteurs d'énoncés scientifiques dans le cadre de leur activité professionnelle, savoirs très spécialisés qu'ils recyclent dans leur engagement de GDC. Mais tous participent à un décroisement des expertises, visant à incarner dans des situations concrètes, des lieux singuliers et un langage commun des savoirs et, à travers eux, des processus abstraits (artificialisation du littoral, érosion de la biodiversité, démocratie locale, etc.). Leur plus-value est ainsi de croiser et d'articuler des connaissances théoriques et générales, c'est-à-dire

valables en tous lieux et en tout temps, à la réalité concrète et habitée d'un lieu. Cela leur assure ainsi une place stratégique de médiateur puisque souvent, les savoirs techniques et scientifiques des ingénieurs et des administrations (qui sont eux-mêmes très hétérogènes) s'opposent par leur universalité et leur abstraction aux savoirs nés de l'expérience de la riveraineté qui découle d'un vécu dense et diversifié, ce qui fait que parfois les acteurs entrés en controverses autour d'un projet d'aménagement parlent de la même chose, mais avec des mots différents (Catherin, 2002). En ce sens, les GDC illustrent pleinement des formes de territorialisation réflexive.

ANNEXE

Liste des entretiens

Prénom	Profession	Combat	Lieu	Date de l'entretien
Jean	Docteur en géoscience, en post-doc à l'université des Antilles	Parc éolienne off-shore en baie de Saint-Brieuc	Saint-Brieuc (22)	14/11/2012
Sylvain	Bibliothécaire à l'université	Construction d'un port de plaisance	Brétignolles-sur-Mer (85)	24/11/2012
Jean-Vincent	Docteur en économie industrielle, gérant d'un magasin de surf	Accident de la papeterie Smurfit	Biganos (33)	05/11/2012 et 31/01/2014
Éric	Professeur d'histoire dans le secondaire	Pollution de Brutal Beach (plage de Bonnegrâce)	Six-Fours-les-Plages (83)	05/03/2014
Alain	Cadre bancaire à la retraite	Projet d'extraction de sable coquiller en baie de Lannion	Trébeurden (22)	18/02/2014
François	Ancien journaliste à France-Bleue, graphiste en free-lance	Médias filtrant	Biarritz (64)	06/11/2012
Clarisse	Documentaliste en fin de carrière	Défense de la plage boisée du Bety	Andernos-les-Bains (33)	09/11/2012
Bertrand	Ingénieur Télécom, ancien cadre dans une entreprise de services, reconverti en boulanger à Montréal	Granulats marins en Manche Est	Dieppe (76)	13/02/2014
Christian	Cadre de Bayer à la retraite	Cap ferrailles	Lège-Cap-Ferret (33)	11/03/2014
Franck	Directeur d'une société de services	Parking souterrain à la plage des Basques	Biarritz (64)	24/11/2012
Frédéric	Webdesigner	Clapage des boues de Loctudy	Loctudy (29)	27/07/2014
Marie-Amélie	Responsable du bureau régional Bretagne de Surfrider	Parc éolienne off-shore en baie de Saint-Brieuc	Saint-Brieuc (22)	24/11/2012 et 20/12/2014

Philippe	Ancien journaliste et directeur d'une l'Agence de presse télévisée	Pollution du ruisseau Lamoulie	Plage d'Ilbarritz (64)	24/07/2012
René	Pêcheur à la retraite	Pollution du Wharf de la Salie	La Teste-de-Buch (33)	06/11/2012
Martine	Restauratrice	Gaz salin des Landes	Sud Landes (40)	24/11/2012
Fabien	Ingénieur dans le domaine de la construction	Projet de parc d'éoliennes off-shore au large de Guérande	Guérande (85)	24/11/2012

Remerciements

Cette recherche a été présentée à plusieurs séminaires et a donc bénéficié de la lecture attentive de nombreux collègues, notamment Hélène Dufournet, Yann Bérard, Nicolas Rocle, Stéphanie Dechezelles ou Maurice Olive. Qu'ils en soient sincèrement remerciés, tout comme les deux lecteurs anonymes choisis par le comité de rédaction de *Noréis* et qui ont très activement contribué à améliorer cet article, sur le fond comme sur la forme.

Bibliographie

- AKRICH M., BARTHE Y., RÉMY C. (dir.), 2010. *Sur la piste environnementale. Menaces sanitaires et mobilisations profanes*, Paris, Presses des mines.
- BODIGUEL M. (dir.), 1997. *Le littoral, entre nature et politique*, Paris, L'Harmattan.
- BONNY Y., OLLITRAULT S., 2011. Pour une approche pluridisciplinaire des mobilisations relatives à l'espace, in Bonny Y., Ollitrault S., Keerle R., Le Caro Y. (dir.), *Espaces de vie, espaces enjeux. Entre investissements ordinaires et mobilisations politiques*, Rennes, PUR.
- BOURGOU M., MIOSSEC J.-M., 2010. *Les littoraux. Enjeux et dynamiques*, Paris, PUF.
- CATHERIN V., 2002. *La contestation des grands projets publics. Analyse microsociologique de la mobilisation des citoyens*, Paris, L'Harmattan.
- CLOAREC J., KALAORA B., 1994. Littoraux en perspective, *Études rurales*, n° 133-134, p. 9-13.
- COLLINS H., EVANS R., 2007, *Rethinking Expertise*, Chicago, The University of Chicago Press.
- CORBIN A., 2010, *Le territoire du vide. L'Occident et le désir de rivage*, Paris, Flammarion.
- DEBOUDT Ph. (dir.), 2010. *Inégalités écologiques, territoires littoraux & développement durable*, Lille, Presses Universitaires du Septentrion.
- FALAI X L., 2014. L'habiter des surfeurs face au réenchantement touristique du littoral aquitain, *Loisir et société*, 37 (1), p. 132-150.
- FRÈRE B., JACQUEMAIN M. (dir.), 2013. *Résister au quotidien*, Paris, Sciences-Po les Presses.
- FILLIEULE O., ROUX P. (dir.), 2009. *Le sexe du militantisme*, Paris, Sciences-Po les Presses.
- GAXIE D., 1978. *Le cens caché. Inégalités culturelles et ségrégation politique*, Paris, Seuil.
- GRAMAGLIA C., 2008. Des poissons aux masses d'eau : les usages militants du droit pour faire entendre la parole d'êtres qui ne parlent pas, *Politix*, n° 83, p. 133-153.
- LAFAYE C., 1994. Aménager un site littoral, *Études rurales*, n° 133-134, p. 163-180.
- LE BART C., LEFEBVRE R. (dir.), 2005. *La proximité en politique. Usages, rhétoriques, pratiques*, Rennes, PUR.
- MÉLÉ P., 2009. Identifier un régime de territorialité réflexive, in VANIER M. (dir.), *Territoires, territorialité, territorialisation ; controverses et perspectives*, Rennes, PUR, p. 45-55.
- MERCKELBAGH A., 2009. *Et si le littoral allait jusqu'à la mer ! La politique du littoral sous la V^e République*, Versailles, Quae.
- NEVEU E., FRANÇOIS B. (dir.), 1999. *Espaces publics mosaïques*, Rennes, PUR.
- THÉVENOT L., 2006. *L'action au pluriel. Sociologie des régimes d'engagement*, Paris, La Découverte.
- TRÉPOS J.-Y., 1996. *La sociologie de l'expertise*, Paris, PUF.
- VIRILIO P., 2013. *Le littoral, la dernière frontière*, Paris, Sens&Tonka.
- WEISBEIN J., 2015. Capter et (co)produire des savoirs sous contraintes : le tournant expert de Surfrider Foundation Europe, *Politix*, n° 111, p. 93-117.